Cinquième rapport périodique – Pérou

Conclusions du Comité

454. Le Comité a examiné le cinquième rapport périodique du Pérou (CEDAW/C/PER/5) à ses 583e et 584e séances, le 15 août 2002 (voir CEDAW/C/SR.583 et 584).

a) Présentation du rapport par l'État partie

455. En présentant le cinquième rapport périodique de son pays, la représentante du Pérou a insisté en premier lieu sur les changements significatifs survenus pendant la période considérée, le nombre important de lois, politiques et mécanismes relatifs à la discrimination contre la femme adoptés dans le pays, ainsi que l'intérêt spécial accordé à la participation politique des femmes avec la mise en place de quotas selon lesquels les listes de candidats au Congrès de la République doivent compter un minimum de 30 % de femmes.

456. Sur le plan législatif, la représentante du Pérou a mentionné la ratification, le 9 avril 2001, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention, ainsi que la ratification d'autres instruments internationaux de protection des droits de l'homme, et la législation sur les droits civils des adolescents adoptée en 1999 qui remédie à la discrimination qui existait en matière d'âge légal du mariage, la loi pour la promotion de l'éducation des fillettes et des adolescentes des zones rurales, promulguée en 2001, dont l'objectif est d'éliminer toute discrimination dans le domaine éducatif, en accordant une attention spéciale aux zones rurales; la loi qui prévoit une assurance de santé obligatoire pour les femmes des associations sociales de base; une directive policière contre le harcèlement sexuel qui crée un précédent pour la sanction administrative de ces cas lorsqu'ils sont traités par la police nationale; et la loi sur l'éducation en matière de droits de l'homme qui crée un plan national de diffusion et d'enseignement à cet égard.

457. Par ailleurs, dans le domaine de la législation civile, la représentante du Pérou a cité l'approbation de la loi qui prévoit de nouvelles causes de divorce et la loi qui supprime la possibilité de conciliation extrajudiciaire dans des cas de violence familiale, alors que la loi sur l'égalité des chances, la loi sanctionnant sur le plan pénal la violence sexuelle et la loi supprimant la possibilité de conciliation en cas de violence familiale sont en cours de discussion.

458. S'agissant des mécanismes mis en place, la représentante du Pérou a insisté sur l'importance de la création du Ministère de la promotion de la femme et du développement social dont le mandat est la promotion de l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances, en particulier pour les femmes, les adultes, les personnes âgées, les enfants, les adolescents et d'autres groupes sociaux victimes de discrimination ou d'exclusion, ainsi que la création du Conseiller adjoint aux droits de la femme dont le statut a été amélioré. À cet égard, la représentante a également mentionné la création d'une instance pour la non-discrimination des femmes policiers et la Commission de la femme au Congrès de la République, en

plus de différentes instances intersectorielles et interinstitutionnelles qui mènent à bien un travail de coordination et de concertation pour promouvoir les droits des femmes.

459. Sur le plan politique, la représentante du Pérou a indiqué que les différentes forces politiques du pays avaient signé en juillet 2002 un accord de gouvernance regroupant 29 politiques concertées pour les 20 prochaines années; la dixième de ces 29 politiques, à l'initiative du Ministère de la promotion de la femme et du développement social, prévoit expressément la promotion de l'égalité des chances sans discrimination. La représentante a rendu compte de l'adoption de nombreux plans, notamment le Plan national contre la violence à l'égard des femmes 2002-2007, le Plan national d'action pour l'enfance et l'adolescence qui a été créé comme cadre pour les mesures, programmes et stratégies que devront exécuter les différents secteurs et institutions de l'État et la société civile pour faire respecter les droits fondamentaux des enfants, des fillettes et des adolescents péruviens et le Plan national pour les personnes âgées 2002-2006, qui contient des mesures spéciales pour les femmes âgées et tient compte de leurs conditions et de leurs besoins dans le cadre d'une proposition relative à la santé et au vieillissement.

460. La représentante du Pérou a ensuite informé le Comité de la promulgation en février 2000 du Plan national pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes 2000-2005 en réponse aux engagements internationaux souscrits par l'État péruvien, dont la coordination, le suivi et l'évaluation incombent au Ministère de la promotion de la femme et du développement social. La représentante du Pérou a également cité un engagement interministériel pour la promotion de la femme signé par les responsables de différents ministères, lors de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, pour concrétiser l'égalité des chances pour les femmes.

461. La représentante du Pérou a ensuite énuméré une série de programmes menés à terme, notamment le Programme national contre la violence familiale et sexuelle, le Programme national Wasa Wasi qui fournit un soin intégral de jour aux enfants de moins de 3 ans dont les mères travaillent, le Programme PRO JOVEN du Ministère du travail et de la promotion de l'emploi dont les activités ont débuté en 1996 et emploie des jeunes à des responsabilités techniques, en mettant l'accent sur les jeunes handicapés ou les femmes ayant des responsabilités familiales; le Programme PROFECE, programme féminin de consolidation de l'emploi; le Programme BONOPYME axé sur les entreprises de moins de 20 salariés, étant donné que la majorité des petites entreprises et des microentreprises sont dirigées par des femmes; et enfin, le Programme d'alphabétisation transféré au Ministère de l'éducation en février 2002 et dont bénéficient 44 200 femmes au total en 2002.

462. En conclusion, la représentante du Pérou a cité différentes études et enquêtes menées à bien pour mieux connaître les différents problèmes qui touchent les femmes péruviennes et servir de base à l'élaboration de politiques, notamment sur la situation des femmes rurales et sur les stéréotypes fondés sur le sexe et la race.

b) Conclusions du Comité

Introduction

463. Le Comité remercie l'État partie de son cinquième rapport périodique, rédigé conformément aux directives données pour l'établissement des rapports périodiques. Il le remercie également d'avoir présenté oralement ce rapport de manière franche et ouverte. Le Comité apprécie en outre les réponses détaillées qui ont été données à ses questions écrites, complétant ainsi l'état de la situation concernant l'application de la Convention au Pérou.

464. Le Comité remercie l'État partie d'avoir envoyé à la session une délégation conduite par la Conseillère pour l'égalité des sexes et les droits de la femme, relevant du Ministère de la promotion de la femme et du développement social.

Aspects positifs

465. Le Comité félicite l'État partie d'avoir ratifié, le 9 avril 2001, le Protocole facultatif relatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'en avoir fait connaître le contenu grâce à des campagnes d'information.

466. Le Comité apprécie vivement les efforts qu'a déployés l'État partie pour appliquer la Convention en élaborant et en promulguant un grand nombre de lois, programmes, plans et politiques en faveur des femmes, notamment la loi pour la promotion de l'éducation des fillettes et des adolescentes dans les zones rurales, promulguée en 2001, le Plan national en faveur des personnes âgées pour 2002-2006, qui comporte des mesures spéciales à l'intention des femmes, le Plan national contre la violence à l'égard des femmes pour la période 2002-2007, et le Programme national contre la violence familiale et sexuelle, mis en place en avril 2001.

467. Le Comité se félicite du renforcement des mécanismes nationaux, en particulier de la création du Ministère de la promotion de la femme et du développement social, ainsi que de l'élargissement du mandat du Bureau pour la défense des droits de la femme.

468. Le Comité félicite l'État partie d'avoir établi des normes selon lesquelles les listes de candidats au Congrès de la République doivent compter au moins 30 % de femmes, ce qui a permis d'accroître la participation des femmes à la prise des décisions dans les conseils municipaux et au sein du Congrès.

469. Le Comité note avec satisfaction que la promotion de l'égalité des chances entre les sexes a été incluse dans l'Accord de gouvernance qui regroupe 29 politiques concertées adoptées par l'État pour les 20 prochaines années.

Principaux sujets de préoccupation et recommandations

470. Le Comité accueille avec satisfaction la création du Ministère de la promotion de la femme et du développement social, en tant qu'entité chargée de superviser l'application des accords internationaux relatifs aux droits de la femme, mais il se demande si le Ministère jouera le rôle qui lui incombe en tant qu'organe directeur et normatif dans l'élaboration et l'application de politiques et de programmes visant à assurer l'égalité des sexes, et si son budget sera suffisant. Il note également avec préoccupation que le mécanisme mis en place n'est pas doté d'un mandat explicite qui lui permette d'exiger et de garantir de la part des différents secteurs de l'État l'élaboration de plans et de programmes visant à assurer la parité des sexes.

471. Le Comité encourage l'État partie à renforcer le rôle du Ministère de la promotion de la femme et du développement social en tant qu'organe directeur et normatif chargé de la formulation et de l'application de politiques et de programmes visant à assurer l'égalité des sexes, en lui allouant à cette fin les ressources nécessaires. Le Comité recommande en outre à l'État partie de conférer au Ministère une autorité accrue, dans le cadre des institutions de l'État, de façon qu'il puisse veiller à l'intégration effective du souci d'égalité entre les sexes dans tous les secteurs du Gouvernement, et à la promotion de la parité entre les sexes.

472. Le Comité note avec préoccupation que, bien qu'il soit indiqué dans le rapport que le Plan national pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes pour 2000-2005 demeure en vigueur, aucune orientation stratégique ne vise à apporter des modifications fondamentales à la condition et à la situation de la femme, et aucune politique n'est proposée à l'État pour promouvoir l'égalité des sexes et en tenir compte dans les divers secteurs du Gouvernement.

473. Le Comité recommande que l'on poursuive le processus de révision et de consultation en vue de l'élaboration d'un nouveau plan, avec la participation de la société civile, en particulier des organisations féminines, pour que ce nouveau plan puisse être approuvé sans tarder dès 2002.

474. Bien qu'il existe une nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté pour la période 2001-2006, le Comité se préoccupe de ce qu'il n'existe pas de programmes d'élimination de la pauvreté destinés spécialement à la population féminine.

475. Le Comité recommande à l'État partie d'intégrer une perspective sexospécifique dans ses stratégies et ses programmes de lutte contre la pauvreté et d'introduire des mesures temporaires spéciales, conformément à l'article 4.1 de la Convention, pour éliminer la pauvreté chez les femmes, en particulier dans les zones rurales.

476. Le Comité note avec préoccupation que, bien qu'il existe une loi sur la prévention de la violence familiale et la protection des victimes, complétée par une loi instaurant l'action publique au pénal pour les délits contre la liberté sexuelle, ainsi qu'un programme national contre la violence familiale et sexuelle, les indices de violence à l'égard de la femme continuent d'être très graves. Le Comité relève à cet égard qu'il n'existe pas de registre central des délits sexuels, que les autorités ne prêtent pas toute l'attention voulue à la violence sexuelle, et que l'inceste n'est pas passible de peines particulières. Il n'existe pas non plus de législation spécifique pour lutter contre le harcèlement sexuel.

477. Le Comité demande à l'État partie de tenir compte de la recommandation générale 19 relative à la violence à l'égard des femmes, de garantir l'application systématique du Programme d'action national, ainsi que de toutes les lois et mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes, et d'en vérifier les effets. Le Comité demande en outre à l'État partie de veiller à ce que les auteurs d'actes de violence familiale soient poursuivis sans délai et sanctionnés avec la sévérité qui s'impose, à ce que les femmes qui en sont victimes obtiennent immédiatement des réparations et bénéficient d'une protection, et à ce que la possibilité de conciliation prévue dans la loi sur la violence familiale ne soit pas utilisée pour disculper les coupables. Le Comité recommande à l'État partie d'organiser des campagnes de sensibilisation, y compris des campagnes de tolérance zéro, pour que la violence à l'encontre des femmes soit considérée comme socialement et moralement inacceptable. Le Comité recommande à l'État partie de prendre de nouvelles mesures pour sensibiliser les fonctionnaires à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, en particulier les responsables du pouvoir judiciaire, les personnels de santé, les policiers et les travailleurs sociaux. Le Comité recommande également que l'État partie recueille systématiquement des informations sur tous les types de violence à l'égard des femmes. Il lui demande aussi de définir l'inceste en tant que délit spécifique aux termes du Code pénal, et de promulguer une législation spéciale pour lutter contre le harcèlement sexuel.

478. Le Comité note avec préoccupation que la discrimination fondée sur le sexe continue d'exister sur le marché du travail, notamment que les femmes n'ont qu'un

accès limité à l'emploi, qu'elles occupent alors des emplois mal rémunérés, et que leur accès aux ressources et aux nouvelles technologies demeure également limité. Il observe également avec préoccupation que les femmes qui travaillent dans l'économie parallèle ou à temps partiel, sont dans des conditions de précarité, sans être protégées par la législation du travail, sans avoir accès à la sécurité sociale, et sans que soient respectés leurs droits en matière d'emploi. Le Comité est également préoccupé par le fait que la législation visant à prévenir la discrimination dans le travail semble ne reposer que sur des sanctions pénales, sans recours au civil approprié.

479. Le Comité recommande à l'État partie de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application des dispositions de l'article 11 de la Convention et l'application des conventions de l'Organisation internationale du Travail, en particulier celles qui portent sur la non-discrimination dans l'emploi et l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. Le Comité recommande également à l'État partie de prendre des mesures pour éliminer la ségrégation professionnelle, notamment par le biais de l'éducation et de la formation.

480. Tout en constatant des progrès dans la composition du Congrès et celle des administrations locales, dus à la nouvelle norme approuvée concernant la participation des femmes à la vie politique, le Comité juge insuffisant le nombre de femmes élues au Congrès, dans les instances judiciaires et aux postes de décision dans la direction politique et administrative du pays.

481. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter des stratégies visant à accroître le nombre de femmes qui interviennent dans la prise de décisions à tous les niveaux, en prenant à cette fin des mesures temporaires spéciales, conformément à l'article 4.1 de la Convention, et de renforcer les activités visant à promouvoir des femmes à des postes de direction, dans les secteurs public et privé, grâce à des programmes spéciaux de formation et à des campagnes de sensibilisation à l'importance de la participation des femmes à la planification du développement et à la prise des décisions.

482. Le Comité est préoccupé par l'état de santé des femmes, en particulier leur santé en matière de procréation. Il regrette en particulier la disparition du programme concernant les femmes, la santé et le développement. Il s'inquiète du taux élevé de mortalité maternelle postnatale, due en particulier aux avortements clandestins – notamment parmi les adolescentes – et s'inquiète de certaines dispositions qui risquent d'empêcher les femmes d'avoir accès à des soins médicaux en cas d'avortement. Le Comité est également préoccupé par l'insuffisance des programmes d'éducation sexuelle et par le fait que, parmi les populations féminines autochtones, les secteurs les plus vulnérables de la population et les adolescentes, les diverses méthodes de contraception sont mal connues et difficilement accessibles. Le Comité observe avec préoccupation que la contagion du VIH/sida entre femmes et hommes est en augmentation, en particulier chez les jeunes.

483. Le Comité demande instamment à l'État partie d'envisager la possibilité de rétablir le programme concernant les femmes, la santé et le développement. Il lui recommande d'examiner en priorité la situation des adolescents. Il l'invite vivement à adopter des mesures pour renforcer le programme de planification familiale et à garantir l'accès aux services de santé sexuelle et de santé en matière de procréation, compte tenu des besoins d'information de la population, en particulier des adolescents, en appliquant notamment dans ce domaine des programmes et des politiques visant à mieux faire connaître les

différentes méthodes de contraception disponibles, étant entendu que la planification familiale demeure la responsabilité des deux membres du couple. En outre, le Comité demande instamment à l'État partie d'encourager l'éducation sexuelle à l'intention de toute la population, y compris les adolescents, en prêtant une attention particulière à la prévention et au contrôle du VIH/sida, et de diffuser davantage d'informations sur les risques et les modes de transmission du virus.

484. Le Comité constate avec préoccupation qu'au cours de la période considérée dans le rapport, il a été procédé à de nombreuses stérilisations effectuées sans l'accord préalable et informé des intéressées, en recourant à la violence psychologique ou à des incitations d'ordre financier, ce qui constitue une atteinte au droit de la femme à décider du nombre et de l'espacement de ses grossesses. Le Comité s'inquiète aussi de ce que les responsables n'aient pas été sanctionnés, bien que le Bureau pour la défense des droits des femmes et d'autres organismes aient dénoncé ces faits.

485. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour continuer à garantir aux femmes l'accès à des services chirurgicaux de stérilisation en vertu de leur droit à la liberté de choix en matière de santé de la procréation, une fois qu'elles ont été informées du déroulement et des conséquences de l'opération et qu'elles ont donné leur consentement. Le Comité recommande aussi à l'État partie de faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas à l'avenir et de continuer à s'efforcer de traduire en justice ceux qui violent ainsi le droit à la santé.

486. Le Comité trouve préoccupant le manque d'information concernant la traite des femmes et des filles ainsi que l'exploitation de celles-ci à des fins de prostitution.

487. Le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport des informations et des données sur les mesures adoptées pour prévenir et réprimer la traite des femmes et des filles et l'exploitation de celles-ci à des fins de prostitution, et sur les mesures prises pour protéger, et éventuellement réinsérer, les victimes de ces abus. Le Comité demande instamment à l'État partie d'appliquer les lois interdisant l'exploitation des femmes à des fins de prostitution.

488. Le Comité s'inquiète de l'âge minimum légal du mariage, qui est fixé à 16 ans, voire 14 ans dans certains cas exceptionnels, ce qui est très jeune, et comporte de graves risques pour la santé des jeunes filles et les empêche de terminer leur éducation.

489. Le Comité recommande à l'État partie de réviser la législation en la matière et de repousser l'âge minimum légal du mariage conformément aux dispositions de l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant aux termes duquel un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans et de l'article 16.2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Comité invite l'État partie à réaliser des campagnes de sensibilisation sur les implications négatives des mariages précoces pour la santé et l'éducation des jeunes filles.

490. En dépit de la diminution du taux d'analphabétisme parmi les femmes, le Comité trouve inquiétant le fort taux d'analphabétisme parmi la population féminine, en particulier dans les zones rurales. Il juge préoccupant aussi les taux élevés d'abandon scolaire parmi les filles et les adolescentes dans les zones rurales.

491. **Le Comité demande à l'État partie de mettre en oeuvre des programmes visant spécialement à réduire l'analphabétisme des femmes, en particulier chez les femmes et les filles qui vivent dans les zones rurales, et à prévenir l'abandon scolaire des filles.**

492. Le Comité s'inquiète de la persistance des stéréotypes traditionnels liés aux rôles et aux responsabilités de la femme et de l'homme au sein de la famille en particulier et de la société en général.

493. **Le Comité prie l'État partie d'énoncer et de mettre en oeuvre des programmes généraux dans le domaine de l'enseignement et de lancer un appel aux médias afin qu'ils promeuvent des changements culturels au travers de publicités et de programmes de divertissement axés sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention. Le Comité recommande aussi à l'État partie d'élaborer des politiques et de conduire des programmes visant à l'élimination des stéréotypes liés aux rôles traditionnels dans les milieux familial, professionnel, politique et social.**

494. Le Comité constate que l'État partie a entrepris en Amazonie, par l'intermédiaire de l'Institut national pour le bien-être de la famille, des activités en faveur des enfants et des adolescents, garçons et filles, qui se trouvent dans des situations à risques ou sont abandonnés. Toutefois, le Comité est préoccupé par le fait qu'il n'existe aucun programme conçu spécialement pour les femmes autochtones.

495. **Le Comité recommande à l'État partie de renforcer les programmes en cours et de mettre en train des programmes spécialement axés sur les femmes autochtones afin de modifier leur situation économique, sociale et familiale et de leur donner un rôle économique plus important, et pour leur permettre de réaliser leurs droits sur un pied d'égalité avec les hommes.**

496. Le Comité note avec préoccupation que les rapports ne contiennent aucune donnée sur l'émigration des femmes et des filles, et sur le respect de leurs droits sur un pied d'égalité avec les hommes.

497. Le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport des données sur l'émigration des femmes et des filles et sur les mesures prises par l'État pour assurer leur protection.

498. Le Comité juge préoccupant que le rapport ne contienne pas d'informations suffisantes sur la situation des minorités, en particulier sur les femmes d'ascendance africaine.

499. **Le Comité demande à l'État partie de fournir dans son prochain rapport des informations sur la situation des femmes appartenant à des minorités, et en particulier des femmes d'ascendance africaine, notamment en ce qui concerne les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi.**

500. **Le Comité prie l'État partie de répondre, dans le prochain rapport périodique qu'il présentera conformément à l'article 18 de la Convention, aux préoccupations exprimées dans ses conclusions. Le Comité invite l'État partie à déposer, dès que possible, l'instrument d'acceptation de l'amendement au premier paragraphe de l'article 20 de la Convention concernant le temps alloué au Comité pour ses réunions.**

501. **Compte tenu des dimensions sexospécifiques des déclarations, programmes et programmes d'action adoptés à l'issue des conférences, sommets et sessions extraordinaires de l'Organisation des Nations Unies**

(vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, notamment), le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport périodique des indications sur l'application des volets de ces textes qui ont trait aux articles pertinents de la Convention.

502. Le Comité demande à l'État partie de diffuser le plus largement possible ses observations finales pour que la population péruvienne, en particulier les fonctionnaires et les hommes politiques, ait connaissance des mesures déjà adoptées ou qu'il convient de prendre pour assurer l'égalité de fait et de droit entre les hommes et les femmes. Le Comité demande également au Gouvernement de continuer à diffuser le texte de la Convention et du Protocole facultatif s'y rapportant, les observations générales du Comité, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les documents adoptés à l'issue de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », en particulier parmi les organisations de femmes et les organisations de défense des droits de l'homme.